

*Traitements—Loi*

**Des voix:** Bravo!

**M. Baldwin:** Ce démagogisme s'est manifesté à plusieurs endroits de la Chambre, et pas uniquement chez le NPD.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Expliquez-vous!

**M. Baldwin:** Il est tout à fait ridicule de dire, par exemple—à propos des lieutenants-gouverneurs dont les traitements sont visés par le bill à l'étude—qu'on a étudié leurs salaires pour la dernière fois en 1963 parce que, de la même façon, plusieurs années se sont écoulées avant que les députés et les magistrats ne reçoivent une augmentation de traitement. Si quelqu'un me dit qu'il s'est écoulé suffisamment de temps pour satisfaire ceux qui estimaient que les mieux rémunérés devraient donner l'exemple, je lui répondrai qu'on a donné l'exemple à la Chambre relativement au traitement des juges et des lieutenants-gouverneurs. Mais cela a-t-il empêché les gens d'exiger et d'obtenir de plus grosses tranches du gâteau économique que celle à laquelle ils avaient droit, comme l'ont fait, par exemple, l'industrie, le monde des affaires, les syndicats internationaux et ainsi de suite? Je ne veux pas donner un aperçu du débat sur le budget, mais je trouve tout à fait désagréable d'écouter ces bêtises tant à la Chambre qu'à l'extérieur.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baldwin:** Je pense que nous devrions voir la question sous son vrai jour. Les gens devraient essayer de donner l'exemple, bien sûr, mais nous devons faire encore plus. Ce que nous constatons maintenant—et il en est ainsi pour les lieutenants-gouverneurs, les juges et les députés—c'est que quand, il y a bien des années, le Canada et d'autres pays ont commencé à mettre sur pied des programmes d'assistance sociale—que moi-même et d'autres députés ont acceptés—nous avons oublié de tenir compte de la capacité du pays de les maintenir et d'en assurer les fonds. Depuis 10 ou 12 ans, les gens ont exigé et reçu plus que l'économie n'a obtenu des travailleurs, des agriculteurs, des ouvriers, des particuliers qui, par leur propre ingéniosité, ont créé une économie axée sur l'utilité et la valeur. Résultat, l'inflation est très grave aujourd'hui.

Ce n'est pas le moment d'aborder le sujet, mais je veux me faire bien comprendre. Il me paraît tout à fait inexcusable de dire comme l'ont fait mes collègues à ma gauche et comme nous l'avons entendu dans les media et dans tout le pays, qu'un petit groupe d'une dizaine de personnes, dont les traitements sont manifestement insuffisants depuis 12 ou 13 ans, devrait être la cible d'une attaque comme celle qu'a lancée des membres du parti à ma gauche. Ce n'est pas un état de choses qui a aggravé l'inflation le moins, et je crois qu'il faut en rechercher beaucoup plus loin les causes. La démagogie de ces gens-là est tout simplement dégoûtante.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baldwin:** Cela ne devrait pas influencer l'attitude des députés à l'égard du bill à l'étude.

**M. Walter Baker (Grenville-Carleton):** Madame l'Orateur, je suis heureux de prendre la parole à la suite du

[M. Baldwin.]

député de Peace River (M. Baldwin). S'il existe des divergences d'opinion parmi les députés quant au dévouement de certains d'entre eux, je ne doute pas cependant que tous à la Chambre ont la plus haute estime pour le député de Peace River à cause de sa participation à tous les aspects de la vie publique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Quand nous jetons un regard sur les difficultés et les vicissitudes de la vie publique, non seulement des députés mais aussi des magistrats, et sur les restrictions inhérentes aux fonctions des lieutenants-gouverneurs, nous devrions écouter très attentivement les paroles d'un député qui a fait de grands sacrifices pour son pays. Après avoir écouté le député néo-démocrate qui vient tout juste de s'asseoir—et je ne veux pas jeter le discrédit sur lui—je me sens obligé de dire que j'ai entendu un discours de l'hypocrite en résidence de la Chambre des communes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Benjamin:** Je suis heureux que vous essayiez d'être gentil.

**M. Baker (Grenville-Carleton):** J'espère que lorsque le moment viendra, à la fin du mois, de toucher la gratification qui nous a été accordée et dont nous sommes tous reconnaissants, la plupart d'entre nous, en tout cas, il sera un des premiers à remettre cet argent à quelque bonne œuvre, comme la charité pour Benjamin, ou quelque chose de semblable.

● (1250)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Baker (Grenville-Carleton):** Il est tout de même extrêmement important de reconnaître certains faits en ce qui concerne les lieutenants-gouverneurs. Chaque province a son lieutenant-gouverneur et conçoit à sa façon les exigences rattachées à cette fonction. Certaines provinces, par exemple, fournissent une résidence au lieutenant-gouverneur, mais on m'a dit qu'en 1944, le gouvernement néo-démocrate de la Saskatchewan a décidé de ne plus loger à ses frais le lieutenant-gouverneur de cette province, manière obscure et symbolique de faire des économies, et depuis, le titulaire du poste doit louer un appartement digne de sa situation. Les gens de la Saskatchewan et les gouvernements successifs de cette province ont déploré ce geste symbolique et peu perspicace. Le gouvernement d'alors, si j'ai bonne mémoire, était dirigé par le député de Nanaimo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas).

J'estime que nous devons faire preuve de prudence lorsque nous étudions les postes que certains Canadiens et certaines Canadiennes ont le privilège d'occuper. Quand je songe que les émoluments ou le traitement afférents à ce poste n'ont pas augmenté depuis 1962 ou 1963, par négligence ou pour toute autre raison, je trouve cela vraiment scandaleux. J'espère que le leader du gouvernement ne prendra pas cette observation trop à cœur, mais je trouve que le gouvernement a fait preuve, en l'occurrence, de beaucoup de négligence, et que cette négligence ne saurait être tolérée indéfiniment.